

Recherches sociographiques



Joseph LALIBERTÉ, en collaboration avec Robert LAPLANTE,
Agronome-colon en Abitibi

Bruno Jean

Volume 25, Number 1, 1984

Le gouvernement du parti Québécois

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056082ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056082ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Jean, B. (1984). Review of [Joseph LALIBERTÉ, en collaboration avec Robert LAPLANTE, *Agronome-colon en Abitibi*]. *Recherches sociographiques*, 25(1), 143–144. <https://doi.org/10.7202/056082ar>

Joseph LALIBERTÉ, en collaboration avec Robert LAPLANTE, *Agronome-colon en Abitibi*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1983, 153p. (« Littérature quotidienne », 1.)

L'espace mythique de l'Abitibi se vend bien ; le dernier roman de Bernard Clavel, *Harricana*, connaît un retentissant succès de librairie, en France. Pour ne pas être en reste, quoi de plus noble que de donner la parole à un authentique bâtisseur de pays, de ce pays de l'Abitibi. Le récit autobiographique est devenu un genre littéraire pour lequel les grandes maisons d'édition ont ouvert des collections. Que l'Institut québécois de recherche sur la culture lance aujourd'hui une pareille collection ne doit pas nous étonner ; et le titre du premier ouvrage semble parfaitement approprié au genre. Pour avoir côtoyé cette profession (voir : « Idéologie et professionnalisation : le cas des agronomes », *R.S.*, XIX, 2, 1978 : 251-260), je sais que l'agronome-colon fut une stratégie d'implantation de la profession dans les franges pionnières ; on ne connaissait guère l'activité de cette génération d'agronomes. Par ailleurs, l'Abitibi, cet espace d'autant plus mythique que lointain, ce pays de colonisation, sert de théâtre d'opération d'un acteur social qui, par son histoire, sa propre trajectoire, peut nous apprendre beaucoup sur la vie réelle de ces bâtisseurs de pays en plein XX^e siècle.

La structure narrative de l'ouvrage n'est pas sans rappeler *Kamouraska... de mémoire*, ce récit d'un cultivateur bas-laurentien publié chez Maspéro. La procédure discursive est le résultat d'entretiens enregistrés par un collaborateur qui se charge aussi de transformer ce discours en un texte agréable à lire. Et ça marche. Ici, le découpage en thèmes respecte assez fidèlement la chronologie des événements marquants de la vie de Joseph Laliberté, c'est-à-dire les événements qui lui apparaissent significatifs aujourd'hui. Tout comme le cinéaste après le tournage se livre à un long travail de montage de son film, l'informateur, à la retraite, peut se livrer au « montage » de son histoire, de l'histoire de sa vie selon l'impression et les messages qu'il veut faire passer dans son récit de vie.

Le discours du narrateur se découpe ainsi en pas moins de cinquante-deux thèmes qui marquent autant d'étapes ou de moments de son itinéraire social et professionnel. On réalise que cet agronome a été l'instigateur ou le fondateur d'un ensemble d'institutions locales et régionales, de la caisse populaire de Roquemaure à la paroisse coopérative de Guyenne et aux Chantiers coopératifs forestiers. Mais, en fait, plus du tiers du récit concerne sa vie professionnelle à titre de fonctionnaire au Ministère de l'agriculture ; et sa trajectoire, à ce niveau, n'est pas banale. Laliberté devient le plus haut fonctionnaire du Ministère de l'agriculture en région, « coordinateur régional » ; il nous raconte longuement ses interventions à ce titre. Aussi, ce récit nous donne un bon point de vue sur la modernisation de l'agriculture et les stratégies de développement agricole qui façonnent l'histoire récente de l'Abitibi, de 1956 à 1972.

Sur la fonction sociale d'agronome-colon on apprend, somme toute, bien peu de choses car la première partie du récit est davantage orientée vers la description du développement de la vie locale d'une paroisse de colonisation, Roquemaure. À cet égard, on peut s'interroger sur l'opportunité du titre qui coiffe l'ouvrage ; d'un côté, on a un récit du genre « Si Roquemaure m'était conté... » et de l'autre, le récit des actions du petit agronome qui devient le plus haut fonctionnaire de son administration dans la région ; et l'homme qui parle alors n'est plus celui qui subit l'histoire mais bien celui qui la fait. Mais c'est bien là le fil conducteur qui unit ces deux récits en apparence différents, soit ce sentiment de faire l'histoire de son coin de pays, de bâtir le pays. Le lecteur qui, se fiant au titre, penserait trouver dans cet ouvrage une description de l'Abitibi naissante ou de l'activité d'un agronome-colon serait assez déçu ; c'est plutôt l'histoire d'un village de colonisation et d'un agronome qui devient un haut fonctionnaire. Mais le destin de cet individu confirme ce qui m'apparaît un trait important de l'histoire de cette profession, soit cette polyvalence et cette adaptation aux idéologies du moment ; comme on commence à le réaliser pour l'Est du Québec, cette génération d'agronomes a été l'instigateur d'un ensemble d'institutions stimulant le développement socio-économique des espaces agricoles périphériques par les stratégies d'aménagement du territoire et de planification du développement régional. Plutôt que des hommes de science ou

des vulgarisateurs obscurs, plusieurs agronomes ont été des hommes d'action engagés dans les luttes sociales de la population rurale qu'ils entendaient servir. Sur ce plan, le récit de Laliberté n'est pas l'histoire d'un cas unique ; il y a eu partout, dans des régions de colonisation agricole récente, des Joseph Laliberté, et on peut se féliciter de cette entreprise qui vient affiner notre mémoire historique collective et notre historiographie régionale.

Bruno JEAN

*Département des lettres et sciences humaines,
Université du Québec à Rimouski.*

Marcel HUGUET, *Réal Caouette, l'homme et le phénomène*, Montréal, L'Homme, 1981, 357p.

En 1962, au temps du succès impressionnant et inattendu du Ralliement des créditistes aux élections fédérales, le sociologue Jean-Charles Falardeau écrivait qu'on ne connaissait presque rien du phénomène créditiste au Québec. Au cours de ces élections, Réal Caouette avait éclaté en pleine force sur la scène politique nationale ; c'était lui, comme chef du Ralliement des créditistes, aile québécoise du parti Crédit social du Canada, le grand responsable du 26% du vote populaire et des vingt-six sièges québécois au parlement. Et la députation des trente créditistes (y inclus quatre élus dans l'Ouest) pourrait détenir la balance du pouvoir dans la situation de gouvernement minoritaire à Ottawa. Au cours des années qui ont suivi, les créditistes québécois n'ont jamais atteint un rôle si important ou une représentation si grande que durant cette première période, de 1962 à 1963. En effet, leur représentation parlementaire fédérale a diminué graduellement et leur vote populaire au Québec a décliné concurremment. En 1978, après la mort de Caouette, ils ont disparu complètement de la scène parlementaire fédérale. Ils ont même eu moins de succès sur la scène provinciale, entre 1970 et 1976.

Néanmoins, les créditistes représentent un phénomène politique et social important et significatif au Québec. Ils reflètent les grands changements socio-économiques et politiques qui ont bouleversé la province depuis les années trente, spécialement dans les régions rurales et semi-urbaines. Pour cette raison, il n'est pas surprenant que, depuis 1962, plusieurs politicologues et sociologues aient essayé de combler ces lacunes dans nos connaissances, notamment Vincent Lemieux, Maurice Pinard, Gabriel Gagnon et ses collaborateurs et le soussigné.

Ce livre du journaliste Marcel Hugué est la plus récente et aussi la plus détaillée de ces études. Focalisé sur l'homme Caouette, il retrace sa carrière haute en couleur depuis sa naissance, en 1917, à Amos, dans la région de colonisation de l'Abitibi, au nord-ouest de la province. Simultanément, il raconte l'histoire turbulente du mouvement depuis sa fondation en 1936, pendant la crise. L'auteur établit de façon définitive que le succès du mouvement, la personnalité et les actions de Réal Caouette étaient inextricablement entrelacés. Caouette a joint le mouvement en 1939, l'année où l'Union des électeurs et son journal bi-mensuel *Vers Demain* étaient fondés, sous le leadership de Louis Even et Gilberte Côté-Mercier. Tout de suite il est devenu un tribun de premier rang. C'était un homme d'action plutôt qu'un philosophe ou un idéologue, comme les co-fondateurs. Dès le début, il était porté vers l'action électorale, qu'il considérait la meilleure façon d'étendre le mouvement créditiste au Québec. Il a affronté les élections provinciales de 1944 et fédérales de 1945 dans deux comtés d'Abitibi mais, malgré ses efforts énergiques, il fut battu. En 1946, lors d'une élection partielle dans Pontiac, il gagnait le premier et seul siège parlementaire que l'Union des électeurs ait jamais remporté. Ses débuts parlementaires furent remarquables : il a fait montre d'un « aplomb et d'un sens de la répartie qui étonne, n'hésitant pas à user d'humour, d'ironie et de